

ÉCRIRE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT WALLON Une démarche historique et citoyenne ?

CHANTAL KESTELOOT *

SI AU DÉBUT DES ANNÉES QUATRE-VINGT, HERVÉ HASQUIN POUVAIT AFFIRMER QUE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT WALLON RESTAIT À ÉCRIRE, AUJOURD'HUI CE CONSTAT MÉRITE À TOUT LE MOINS D'ÊTRE NUANCÉ. LES TRAVAUX SE SONT MULTIPLIÉS ET SURTOUT L'*ENCYCLOPÉDIE DU MOUVEMENT WALLON* REND DÉSORMAIS POSSIBLE UNE VISION GLOBALE ET DÉTAILLÉE DU SUJET. QUEL BILAN PEUT-ON TIRER À CE JOUR DE L'HISTORIOGRAPHIE DU MOUVEMENT WALLON ? DANS QUELLE MESURE L'*ENCYCLOPÉDIE* S'INSCRIT-ELLE DANS L'ÉVOLUTION DES RECHERCHES EN COURS ?

Comme le souligne dans son introduction Philippe Destatte, la publication, au printemps 2000, du premier volume de l'*Encyclopédie du Mouvement wallon*, est le fruit d'une démarche qui "s'inscrit dans la durée"¹. Et le directeur de l'Institut Jules-Destrée de rappeler que l'initiative constitue "par excellence" l'un des aboutissements du geste posé, en 1938, par les fondateurs dudit Institut qui avaient pour objectif de "dégager les lignes du passé du peuple wallon, pour étudier l'histoire de ses luttes, de ses réactions psychologiques, de son évolution sociale". Et l'abbé Mahieu – alors président de la Concentration wallonne et fondateur de ce qui s'appelait à l'époque la Société historique pour la Défense et l'Illustration de la Wallonie – de poursuivre : "nous éclairerons mieux son destin et lui fixerons, avec plus de sûreté, les chemins de son avenir"². Le décor est donc planté : la démarche est tout à la fois historique et citoyenne.

C'est dans ce double ancrage que s'est inscrite la lente maturation du projet de l'*Encyclopédie*. En effet, si l'on suit l'évolution de ce dernier et les appels répétés destinés à encourager les recherches lancées dans les années 1970 et 1980, on repère certes des historiens, mais aussi des militants, des acteurs engagés dans le Mouvement wallon, certains relevant d'ailleurs des deux catégories. Ce n'est en rien l'apanage du Mouvement wallon; d'autres organisations et courants régionalistes et/ou nationalistes comptent en effet en leur sein des 'historiens militants'. Cette situation est souvent le fruit d'une rébellion contre l'histoire dominante, voire officielle, accusée de négliger telle ou telle dimension, tels ou tels acteurs. Cette négligence ou, plus grave, cet oubli et ce silence rendent malaisée la compréhension de certains phénomènes et chaque évolution historique recèle de fait en son sein une ou plusieurs catégorie(s) d'oubliés de l'histoire. L'histoire de ces 'oubliés' est généralement d'abord exhumée par des passionnés qui, voulant à tout prix rétablir les faits, en arrivent souvent à une réécriture peu scientifique de l'histoire et échafaudent de nouveaux déterminismes et de nouveaux moments clés.

1 PHILIPPE DESTATTE, "L'Encyclopédie du Mouvement wallon (1983-2000) : une obstination scientifique, budgétaire, citoyenne", in *Encyclopédie du Mouvement wallon (EMW)*, t. 1 : A-E, Charleroi, 2000, p. 7.

2 Extrait du discours prononcé par l'abbé Jules Mahieu à Namur le 11 juin 1938 (PHILIPPE DESTATTE, "Institut Jules-Destrée", in *EMW*, t. 2 : F-N, Charleroi, 2000, p. 843).

Ces premières études sont néanmoins essentielles : elles recèlent une foule d'informations mal connues et sont révélatrices de la préoccupation historique d'un mouvement ainsi que de la vision qu'il porte sur son histoire. Cette vision va, à son tour, permettre de mieux le situer et de le comprendre. Il ne s'agit pas à proprement parler d'analyses scientifiques mais, dans le meilleur des cas, d'érudition, et dans la plupart des autres, de plaidoyers politiques. Rien d'étonnant dès lors qu'à l'occasion du 150^e anniversaire de l'Etat belge, Hervé Hasquin ait pu affirmer que l'histoire du Mouvement wallon restait à écrire³. Certes, la réalité était sans doute plus nuancée que le titre de l'article ne le laissait supposer mais il n'en demeure pas moins que deux constats méritaient d'être épinglés : la production scientifique relative à l'histoire du Mouvement wallon représentait moins de 5 % de ce qui avait été consacré au Mouvement flamand et il n'existait ni "Encyclopédie du Mouvement wallon", ni "Répertoire biographique systématique". Depuis, d'autres historiens ont souligné les progrès constants de l'historiographie, les acquis et les lacunes qui restaient à combler⁴. Près de 25 ans après l'article pionnier de Hervé Hasquin, comment la situation se présente-t-elle, comment la parution de l'*Encyclopédie du Mouvement wallon* s'inscrit-elle dans cette évolution et en quoi comble-t-elle les lacunes épinglées ?

I. Les conditions de la production d'une historiographie scientifique

Qu'il s'agisse de l'histoire des femmes, de la Seconde Guerre mondiale ou des mouvements flamand et wallon, leur place dans l'enseignement universitaire nous semble un critère significatif pour jauger à la fois de leur caractère scientifique, de leur légitimité sociale et de leur inscription dans une histoire globale. Pour ce qui a trait à l'histoire du Mouvement wallon, force est de reconnaître que cette inscription a été tardive et est demeurée limitée : un seul cours d'histoire de la Wallonie et du Mouvement wallon, créé à l'ULB en juin 1979. Il en va tout autrement pour les cours et les travaux initiés sur l'histoire du Mouvement flamand. Comparaison n'est évidemment pas raison. Pour rester pertinent, il faut également prendre en compte l'évolution historique des deux mouvements, leur influence politique, sociale, culturelle et économique. Néanmoins, ce type de comparaison est intéressant dans la mesure où il fournit un élément de réponse quant à la place respective de ces mouvements dans les sociétés dont ils se revendiquent. À travers l'espace laissé à l'histoire des mouvements wallon et flamand dans les universités se pose également la question du rôle des intellectuels dans le débat national et celle de leur engagement ou de leur intérêt scientifique pour l'histoire desdits mouvements.

3 HERVÉ HASQUIN, "Le mouvement wallon : une histoire qui reste à écrire", in *Histoire et historiens depuis 1830 en Belgique. Revue de l'Université de Bruxelles*, 1981 n^{os} 1-2, p. 147-155.

4 Voir CHANTAL KESTELOOT, "Tendances récentes de l'historiographie du mouvement wallon (1981-1995)", in *Revue belge d'Histoire contemporaine*, 1994-1995 (25^e année) n^{os} 3-4, p. 539-568 et JEAN PIROTTE, "Le mouvement wallon", in JEAN-MARIE D'HEUR & PAUL GERIN (dir.), "Actes du colloque scientifique international sur le Congrès national wallon de 1945", in *La Vie wallonne*, 1997 (71^e année), p. 30-57.

54^e Année ★ N° 2402

HEBDOMADAIRE : 12 FRANCS

Vendredi 11 Décembre 1964

Pourquoi Pas?



200.000 BELGES

EXCLUS DU PARLEMENT !

- Dans la recherche historique, mais aussi en politique, la Wallonie se sent souvent désavantagée vis-à-vis de la Flandre. Cette illustration exprime le ressentiment wallon à l'égard de l'«avidité» flamande lors de l'adaptation de la répartition des sièges au Parlement.
(Dessin de Demoulin en couverture du *Pourquoi Pas ?* du 11 décembre 1964)

Bien évidemment, ce genre de constat est aussi lié à des individualités et aux générations d'étudiants formées par elles. On ne trouve, par exemple, pas d'équivalent à un Lode Wils du côté wallon. Mais le phénomène dépasse de loin la seule personnalité du professeur émérite de la *KULeuven*, même si son rôle est essentiel du fait que, grâce à sa position académique, il a pu stimuler la recherche mais aussi que ses prises de position ont, à leur tour, généré des 'contre-recherches'. Comme le soulignait Jo Tollebeek dans un article de synthèse sur l'historiographie du Mouvement flamand ⁵, l'impulsion fondamentale n'a pas été le monopole de l'Université de Louvain. Tant à Gand qu'à la *VUB* – essentiellement autour de l'équipe d'Els Witte –, des travaux ont également été initiés et ont permis à la fois l'élaboration d'une historiographie scientifique, la prise en considération d'un matériel archivistique diversifié et le traitement de nouvelles questions. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sur base de la classification établie par Luc François ⁶, la part des mémoires de licence consacrés à l'histoire du Mouvement wallon et aux partis communautaires francophones représente à peine un peu plus de 5 % de ceux consacrés au Mouvement flamand et aux partis nationalistes flamands ⁷; pour les thèses de doctorat, le constat est un peu moins défavorable puisque la part consacrée à l'histoire du Mouvement wallon est légèrement inférieure à 20 %. On est somme toute assez proche du bilan tiré par Hervé Hasquin. L'échantillon considéré est évidemment minimal : il est clair que certains mémoires traitent du Mouvement wallon ou du Mouvement flamand sans avoir nécessairement été étiquetés comme tels par l'auteur. Mais le résultat obtenu nous semble significatif des grandes tendances et d'un constat global : l'absence d'encouragement systématique à entreprendre des recherches sur l'histoire du Mouvement wallon dans les sections d'histoire des universités francophones. Car le bilan est encore plus négatif si on tient compte du fait que deux des sept mémoires portant sur l'histoire du Mouvement wallon repérés dans la rubrique "mouvements flamand et wallon" ont en fait été présentés dans des universités flamandes. Or, le rôle des universités est essentiel à la fois en termes de légitimité, d'ouverture et d'investissement dans l'avenir. Pourquoi ce manque d'intérêt ?

Il est évidemment difficile de répondre à ce type de question. Pendant longtemps, les historiens qui occupaient des positions dominantes dans les départements d'histoire contemporaine, se sont montré fort peu intéressés par l'histoire du Mouvement wallon et ce tant à l'ULB qu'à l'UCL ou à l'Université de Liège. On ne peut certainement pas considérer que l'ULB ait davantage délaissé le sujet que les universités établies en

5 JO TOLLEBEEK, "Historiografie", in *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging (NEVB)*, Tiel, 1998, t. 1 : A-F, p. 117-171.

6 LUC FRANÇOIS, *Les multiples visages de l'histoire contemporaine*, t. 3 : *Bibliographie des mémoires de licence et des thèses de doctorat concernant l'histoire contemporaine, réalisés dans les départements d'histoire des Universités belges, 1945-2001*, Gand, 2003.

7 Calcul établi sur base des critères de Luc François à partir des rubriques "partis nationalistes flamands", "partis régionalistes francophones", "la première et la deuxième guerres", et "les mouvements flamand et wallon". Il est évident que ces critères ne sont pas exhaustifs.

Wallonie. Aucune divergence significative ne s'observe en la matière entre la Wallonie et Bruxelles. Il convient cependant de souligner que c'est à l'UCL qu'a été soutenue la première thèse de doctorat consacrée à l'histoire du Mouvement wallon à travers l'apport du catholique Elie Baussart⁸. La genèse de cette étude s'inscrivait clairement dans l'évolution de la Belgique après la révision constitutionnelle de 1970 et posait la question du rôle de catholiques wallons ou francophones dans la lente maturation d'une conscience communautaire. Ce type même d'interrogation montre bien combien l'historien s'inscrit dans son époque. Il pouvait dès lors paraître logique que la fin de l'État unitaire suscite bien des questions quant aux conditions d'un tel changement. C'est, comme le constate Bruno De Wever, ce qui s'est effectivement passé côté flamand : “*De belangstelling aan de universiteiten voor het onderzoek over de Vlaamse beweging kende dus een versnellingsmoment tussen de splitsing van de KULeuven in oktober 1968 en de institutionalisering van de Vlaamse beweging met de installatie van de Vlaamse Raad in oktober 1980*”⁹. Or, force est de constater qu'on ne peut faire un constat similaire pour les sections d'histoire des universités francophones. Certes, avant 1970, le sujet est quasiment inexistant mais on est loin d'une explosion de la recherche par la suite.

Le sujet était considéré comme quantité négligeable voire comme un ‘non sujet’ alors que pourtant l'histoire politique était relativement valorisée. Ce phénomène tient sans doute en partie à la difficulté d'être d'un Mouvement wallon, du moins pour certaines périodes, mais cela n'explique pas tout. D'autres phénomènes plus marginaux ont fait l'objet d'une attention soutenue. Ce manque d'intérêt tient aussi sans doute à l'idée que celui ou celle qui s'orientait vers ce type de sujet risquait d'y être assimilé et donc d'être qualifié d'historien militant. Cette absence pose aussi la question de la place de la Wallonie et des provinces wallonnes dans l'historiographie belge en général tout comme celle de l'intérêt qu'elles suscitaient ou ne suscitaient pas. Peut-on lier cette relative indifférence à la crise économique profonde qui traverse alors la Wallonie ? À l'échec d'un parti spécifiquement wallon ? Ou, plus simplement, à une histoire politique qui étudie encore alors plus volontiers le 19^e siècle, soit une période où il n'est encore guère question du Mouvement wallon ?

Un autre élément essentiel dans l'encouragement à la recherche est l'existence de revues scientifiques de qualité. Du côté flamand, existe depuis 1981, la revue *Wetenschappelijke Tijdingen* qui se consacre exclusivement à l'histoire du Mouvement flamand, constituant un relais sans équivalent du côté wallon. Certes, certaines revues telles *La Vie wallonne*, créée en 1920 et disparue en 1999, ou les *Enquêtes du Musée de la Vie wallonne*, qui ont vu

8 MICHELINE LIBON, *Elie Baussart (1887-1965). L'identité wallonne et le mouvement wallon*, Louvain-la-Neuve, thèse de doctorat en histoire, UCL, 1986.

9 BRUNO DE WEVER, “De geschiedschrijving over de Vlaamse beweging”, in GITA DENECKERE & BRUNO DE WEVER (dir.), *Geschiedenis maken. Liber amicorum Herman Balthazar*, Gand, Tijdsbeeld/Universiteit Gent/AMSAB, 2003, p. 129-145 (citation p. 129-130).



- Au cours de la question royale, le Mouvement wallon prend nettement position. Au plus fort du conflit, le Congrès national wallon convoque un congrès extraordinaire à Charleroi le 26 mars 1950. (Collections Institut Jules-Destrée, SOFAM)

le jour en 1924, ont édité de temps à autre des contributions sur l'histoire du Mouvement wallon, voire même y ont consacré l'intégralité d'un numéro¹⁰. D'autres publications plus militantes, telle la *Nouvelle Revue wallonne*, ont également publié des contributions historiques qui, si elles ne peuvent être considérées comme des articles scientifiques *stricto sensu*, n'en sont pas moins des documents sources extrêmement précieux. Mais il n'existe pas de véritable lieu de discussion scientifique qui publierait de manière régulière des contributions sur l'histoire du Mouvement wallon. Disposer d'une revue *ad hoc* ne suffirait pas, encore faudrait-il pouvoir l'alimenter. Les recherches demeurant limitées, il est en effet probable qu'une telle revue ne parviendrait pas à survivre. Les articles consacrés à l'histoire du Mouvement wallon trouvent dès lors place soit dans les revues générales, soit dans des revues militantes à prétention scientifique. La revue *Toudi* est l'une d'elles. Si elle comprend nombre de contributions historiques, il faut néanmoins constater qu'elle n'est pas véritablement un lieu de débat. Les publications qui ne correspondent pas à sa vision y sont véritablement excommuniées sans autre forme de procès. Il en va de même sur le forum Internet de la même revue. Le débat n'a pas véritablement lieu en dehors de formes très polémiques comme en témoignent, par exemple, la réaction de Philippe Destatte à la contribution de Jean-Philippe Schreiber dans l'ouvrage consacré aux mythes relatifs à l'histoire de Belgique¹¹, ou encore le pastiche des *Cahiers d'Histoire du Temps présent* reprenant un article de Micheline Libon sur la période 1912-1950¹². La parution du dernier ouvrage d'Hervé Hasquin, au titre volontiers polémique, a encore renforcé ce climat¹³. Le débat concernant cet ouvrage est d'ailleurs loin d'être clos...¹⁴. L'ensemble de ces indices nous conforte dans l'idée que l'on est loin d'une histoire apaisée. Les formes de cette discussion sont révélatrices d'un climat à fleur de peau qui n'est pas sans rappeler d'autres débats sur l'histoire d'autres mouvements d'émancipation¹⁵. Les tensions entre historiens et militants et/ou historiens-militants ne sont en effet en rien l'apanage de l'histoire du Mouvement wallon.

10 Voir, par exemple, les *Actes du colloque scientifique international sur le Congrès national wallon de 1945* édités par Jean Marie d'Heur et Paul Gérin, qui constituent la 71^e tomatson (1997) de *La Vie wallonne*.

11 Voir JEAN-PHILIPPE SCHREIBER, "Jules Destrée entre séparatisme et nationalisme", in ANNE MORELLI (dir.), *Les grands mythes de l'Histoire de Belgique, de Flandre et de Wallonie*, Bruxelles, 1995, p. 243-254 et la réponse de PHILIPPE DESTATTE, *Jules Destrée, l'antisémitisme et la Belgique : Lettre ouverte à tous ceux qui colportent des mythes éculés sur les Wallons et leur histoire*, Charleroi, Institut Jules-Destrée, 1995.

12 MICHELINE LIBON, "De la 'séparation administrative' au fédéralisme (1912-1950) : quête identitaire du Mouvement wallon ? Ceux qui veillent", in *Foyoús. Cahiers d'Histoire du Temps perdu*, Namur, 1998, hors série.

13 HERVÉ HASQUIN, *Les séparatistes wallons et le gouvernement de Vichy (1940-1943). Une histoire d'Omerta*, Bruxelles, Académie royale de Belgique. Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques, 2004.

14 Voir notamment "Le dossier Georges Thone" sur le site <http://rwf.be/thone.htm>.

15 L'histoire du Mouvement flamand continue aussi de faire l'objet de vives discussions et le débat scientifique, même s'il est quelque peu d'arrière-garde, s'apparente encore parfois au règlement de compte comme en témoigne l'article de Jean Baerten et les réactions de Lode Wils et de Louis Vos dans un récent numéro de la *Revue belge de Philologie et d'Histoire* (n° 79, 2001, p. 1.255-1.307).

II. L'accès aux sources : autre condition d'élaboration d'une historiographie de qualité

Depuis 1949, c'est au Fonds d'Histoire du Mouvement wallon (FHMW) que revient en principe la mission de conserver les archives générées par les militants, les associations et les partis se revendiquant de ce courant. Les origines de l'institution procèdent d'un engagement militant, un constat qui ne se veut nullement négatif mais qui souligne combien les militants wallons ont eu à cœur de conserver, et ce très tôt, les traces de leurs combats¹⁶. Au départ, l'institution dépend de la Ville de Liège. La cité mosane est sans conteste, au sortir de la Seconde Guerre, l'endroit où bat le cœur du mouvement. Mais l'existence d'un lieu n'implique pas pour autant le démarrage de la recherche. Il faut dire que durant les décennies 1950 et 1960, l'histoire contemporaine ne s'aventure guère dans le 20^e siècle. Le seul ouvrage significatif qui paraisse est la remarquable synthèse de Maurice-Pierre Herremans¹⁷, la première d'envergure après l'ouvrage de Jules Destrée publié en... 1923¹⁸. Si l'on excepte les contributions écrites par les acteurs eux-mêmes et parues dans la *Nouvelle Revue wallonne*, il faudra attendre la décennie 1960 et les premiers *Courriers hebdomadaires du CRISP* pour voir s'amorcer les recherches, une évolution qui n'a rien de surprenant puisque sur le plan politique, la décennie est marquée par d'importantes fractures communautaires se prolongeant dans la réforme constitutionnelle de 1970. La vocation du CRISP est précisément de permettre d'analyser ces facteurs de changement et, s'agissant du Mouvement wallon, il s'est particulièrement bien acquitté de sa tâche, proposant au public des *Courriers* présentant les principaux mouvements, les débats et prises de position et les partis wallons en gestation. Mais pour les historiens, les recherches apparaissent encore prématurées. Ce sont les années 1970 qui marquent le véritable démarrage. À partir de ce moment, les collections du Fonds d'Histoire ont été abondamment sollicitées. On peut évidemment se demander si les origines militantes de l'institution n'ont pas interféré dans les recherches. Dans son ouvrage consacré à Georges Thone, Hervé Hasquin écrit que «des bruits convergents rapportent même que quelques personnalités liégeoises auraient aidé à l'«épuration» de dossiers», tout en ajoutant que ces rumeurs n'ont pas été confirmées. Plus sûrement, au temps de la direction d'Irène Vrancken-Pirson, la première conservatrice de l'institution, toute une série de fonds restent fermés dans le souci de ne pas ternir l'histoire du Mouvement wallon. L'historienne Marie-Françoise Gihousse a d'ailleurs été victime de cette politique. Néanmoins, toutes les recherches n'ont pas nécessairement un caractère polémique et, à partir des années 1980, débutent plusieurs travaux d'envergure.

16 On pourrait même faire remonter cette préoccupation à 1913, date de création du Musée de la Vie wallonne qui conserve également mais pas exclusivement des documents relatifs à l'histoire du Mouvement wallon.

17 MAURICE-PIERRE HERREMANS, *La Wallonie. Ses griefs, ses aspirations*, Bruxelles, 1951.

18 JULES DESTREE, *Wallons et Flamands. La querelle linguistique en Belgique*, Paris, 1923.

Le départ à la retraite de la première conservatrice du Fonds d'Histoire va permettre un accès plus aisé à des archives jusqu'alors fermées à la recherche. Aujourd'hui, par exemple, les très riches archives du Rassemblement démocratique et socialiste wallon sont libres d'accès. Mais aucun historien ne s'y est vraiment intéressé et il n'existe à ce jour aucune étude globale sur cette initiative clandestine originale qui a réuni des libéraux, des socialistes et des militants wallons sans couleur politique affichée. Mais si l'accès aux sources repose désormais sur des critères scientifiques, la situation n'en est pas pour autant devenue idéale. À cause de ses difficultés financières, la Ville de Liège s'est vue dans l'obligation de se dessaisir du Fonds, dès lors contraint de déménager. Une convention heureusement conclue entre le Parlement wallon, l'Université de Liège, la Ville et la Commission communale a assuré la pérennité des collections. Ce transfert initial a néanmoins impliqué une première fermeture de plusieurs mois suivie d'une deuxième lors du déménagement des collections en 1998. L'historienne Corinne Godefroid en est depuis la seule membre du personnel, assurant la gestion, le conseil scientifique, le classement et la prospection. Malgré cette situation à tout le moins difficile, l'institution fonctionnait à la plus grande satisfaction des chercheurs. Mais le pire était à venir. En avril 2002, l'Université de Liège décidait purement et simplement de se séparer du Fonds et résiliait donc la convention qu'elle avait signée avec la Ville. Cette situation extrêmement périlleuse a entraîné la fermeture de l'institution pendant plus de deux ans, rendant ainsi virtuellement impossible toute nouvelle recherche. Aujourd'hui, la situation s'est quelque peu éclaircie. Les collections ont désormais trouvé refuge à Ans dans un dépôt appartenant à la Province de Liège, nouvelle propriétaire des collections. Mais l'avenir demeure aléatoire : à partir de janvier 2005, les fonds devront être consultés dans la salle de lecture du Musée de la Vie wallonne, ouverte seulement deux jours par semaine et dans des conditions peu favorables puisque chaque consultation impliquera un déménagement des dossiers et des documents de Ans vers le centre de la Cité ardente. Les péripéties qui ont accompagné cette liquidation et cette reprise sont révélatrices du manque d'intérêt d'autorités universitaires qui délaissent leur mission de recherche mais aussi du désinvestissement de certains pouvoirs publics en Wallonie. Au-delà de la situation spécifique du Fonds d'Histoire du Mouvement wallon, on ne peut d'ailleurs que souligner le peu d'attention accordée par les autorités aux nombreuses institutions d'archives établies en Wallonie.

III. Des premières synthèses à l'Encyclopédie du Mouvement wallon. Écrire d'abord l'histoire de Wallonie !

C'est d'abord à l'histoire de la Wallonie au sens large que se sont intéressés les premiers militants wallons. Comme l'a souligné Hervé Hasquin, c'est parce qu'ils estimaient que la part consacrée aux provinces wallonnes était par trop congrue dans l'Histoire de Belgique de Pirenne qu'ils en ont appelé à des recherches valorisant l'apport des provinces du sud. Cette démarche légitime en soi se retrouve d'ailleurs encore en filigrane dans les préoccupations qui président à la création de l'Institut Jules-Destrée. Davantage que sur

l'histoire du Mouvement wallon en particulier, les premières synthèses vont porter sur l'histoire de la Wallonie en général, un phénomène que l'on peut d'ailleurs également observer dans le nord du pays. Comme bien des histoires nationales et/ou régionales, ces premiers travaux sont davantage le fait de passionnés que de chercheurs érudits et critiques¹⁹. Là aussi le parallélisme avec d'autres mouvements – et en particulier le Mouvement flamand – est frappant. C'est durant les années 1930 que paraît l'histoire 'engagée' de Flandre de Robert van Roosbroeck, militant nationaliste flamand – membre du VNV, puis de la *DeVlag* sous l'occupation – mais aussi historien²⁰. Côté wallon, paraît seize ans plus tard, en 1952, la première histoire de Wallonie. Les deux démarches ne sont pas exemptes de parallèles. Là aussi, on la devait à un quasi-historien, Lucien Marchal, auteur durant l'occupation d'un "Appel aux Wallons" au nom d'un éphémère Comité national wallon²¹. Mais, comme le relevait déjà Hervé Hasquin, l'ouvrage souffrait d'énormes carences sur le plan scientifique. Le parcours de son auteur est celui d'un militant wallon, fédéraliste d'abord, indépendantiste ensuite, enfin franchement nationaliste wallon. Tant dans le cas de Van Roosbroeck que dans celui de Marchal, l'engagement militant influe clairement sur le type d'histoire produite, un cas de figure que l'on retrouve dans bien des travaux pionniers d'histoire régionale.

Mais c'est incontestablement les années 1970 qui marquent le début d'un véritable déploiement des grandes synthèses et ce tant au nord qu'au sud du pays. Côté flamand, relevons d'abord les quinze volumes de *Twintig eeuwen Vlaanderen* paru entre 1972 et 1979 et la première *Encyclopedie van de Vlaamse Beweging* (1973-1975). Les deux initiatives sont le reflet d'une historiographie militante même si un certain nombre d'historiens académiques y sont associés. Du côté wallon, la démarche paraît plus rigoureuse bien que pourtant plus tardive et sans doute plus marginale par rapport à l'évolution générale de l'historiographie. En effet, c'est au cours de la décennie 1970 que l'ensemble des universités francophones témoignent de l'importance qu'elles accordent à l'histoire de la Wallonie puisque paraissent, entre 1975 et 1981, les six volumes de *La Wallonie, le Pays et les Hommes* dirigés par Hervé Hasquin pour la partie historique et par Jacques Stiennon et Rita Lejeune pour la partie culturelle. C'est donc par le biais de ces grandes synthèses que vont paraître les premières contributions essentielles relatives à l'histoire du Mouvement wallon, une tendance qui ira en se développant. Dès 1973, les éditions Privat de Toulouse publient, sous la plume de Léopold Génicot, une histoire de la Wallonie. Cet ouvrage se signale par son profil international particulier. Les éditions Privat sont en effet spécialisées dans l'histoire régionale, une spécificité que d'ailleurs elles conservent aujourd'hui. Trente ans plus tard, à l'automne 2004, ce même éditeur publie une nouvelle synthèse co-dirigée par les professeurs Bruno Demoulin

19 Voir à ce sujet HERVÉ HASQUIN, *Historiographie et politique en Belgique*, 3^e éd., Bruxelles/Charleroi, Éditions de l'Université libre de Bruxelles/Institut Jules-Destrée, 1996.

20 Voir BRUNO DE WEVER, "Roosbroeck, Robert van", in *NEVB*, Tielt, 1998, t. 3 : R-Z, p. 2.655-2.656.

21 Voir PAUL DELFORGE, "Marchal Lucien", in *EMW*, t. 2, p. 1.070-1.071.



- Après la Libération, le Mouvement wallon sort de la clandestinité. Le coq wallon stylisé symbolise le renouveau intellectuel et artistique. La brochure *Pour Renaître* de mars 1945 peut être considérée comme le manifeste de l'Association pour le Progrès intellectuel et artistique de la Wallonie. (Collections Institut Jules-Destrée, SOFAM)

et Jean-Louis Kupper²². La légitimité de l'approche, y compris au-delà des frontières, n'est donc plus du tout contestée. Cette présence sur le marché français est essentielle à l'heure où l'internationalisation de la recherche va croissant et où manifestement l'histoire de la Wallonie en général et du Mouvement wallon en particulier demeure encore trop peu présente.

Toujours dans le registre des grandes synthèses est parue à l'occasion des quinze années d'existence de la Région wallonne une nouvelle approche synthétique centrée cette fois essentiellement sur l'histoire du XX^e siècle, mais consacrant une large part aux dimensions géographiques, démographiques, économiques, sociales, patrimoniales et culturelles²³.

IV. L'histoire du Mouvement wallon et l'Encyclopédie

Parallèlement à ces travaux de synthèse, des recherches ont porté sur des aspects plus particuliers de l'histoire du Mouvement wallon. Si on envisage cette histoire sur le long terme, quels sont, en 2004, les acquis et quels restent les thèmes à traiter en tenant compte de l'apport de l'*Encyclopédie* ?

Des origines à la Première Guerre mondiale

On l'a souvent écrit, les premières associations militantes sont nées à Bruxelles... et en Flandre; elles sont le fait de Wallons qui s'y sont établis pour des raisons professionnelles. Leurs parcours, leur militantisme et leur engagement ont donné lieu à des études fouillées et le thème ne semble plus guère devoir se prêter à des révélations nouvelles²⁴. Certes, un dépouillement plus attentif pourrait encore révéler l'une ou l'autre association ou action mais globalement le sujet est couvert. Cette naissance extérieure à l'espace wallon fait d'emblée surgir une série de questions. Comment faut-il qualifier ce mouvement ? L'intitulé "mouvement wallon" apparaît en 1888... dans une source flamande²⁵; la première ligue wallonne de Bruxelles avait, elle, vu le jour en 1882. Mais est-il légitime d'utiliser déjà l'étiquette de Mouvement wallon ? La question est ouverte par Destrée lui-même qui souligne "qu'à cette époque, l'esprit de clocher et le particularisme sont tellement prédominants qu'il est presque exagéré de parler d'un mouvement wallon"²⁶.

22 BRUNO DEMOULIN ET JEAN-LOUIS KUPPER (dir.), *Histoire de la Wallonie. De la préhistoire au XXI^e siècle*, Toulouse, 2004.

23 *Wallonie. Atouts et références d'une Région*. Ouvrage réalisé à l'initiative du Ministre-Président de la Région wallonne Robert Collignon sous la direction de Freddy Joris, assisté de Natalie Archambeau, Namur, Gouvernement wallon, 1995.

24 Voir RIA VAN ALBOOM, "Aspecten van de Waalse Beweging in Brussel (1877-1914)", in *Taal en sociale integratie*, n° 6, Bruxelles, VUBPress, 1982, p. 3-106 et CHANTAL KESTELOOT, *L'obstacle. Entre fédéralisme et liberté linguistique : le mouvement wallon et Bruxelles (1912-1965)*, Bruxelles, thèse de doctorat en histoire, ULB, 2001.

25 THEOPHIL COOPMAN & ALPHONSE SIFFER, *De taalstrijd, hier en elders*, Gand, t. 5, 1888-1889, p. 14.

26 JULES DESTREE, "Un programme wallon", in *Le Flambeau*, 11.1919, p. 633.

Se situant dans la même optique, le Congrès wallon de 1905 prendra d'ailleurs lui aussi clairement ses distances par rapport aux premiers congrès wallons de la période 1890-1893, époque et congrès que le Mouvement wallon préférera très rapidement oublier, d'autant plus que le dernier d'entre eux s'est achevé sur l'adoption d'un vœu à tout le moins étonnant... celui de voir les administrations communales de Wallonie organiser un "enseignement sérieux et facultatif de la langue flamande"²⁷. Il est vrai que ce vœu avait été adopté à l'initiative d'un délégué de la Ruche wallonne d'Anvers. Les débuts s'inscrivent donc de toute évidence dans un contexte ambigu déjà évoqué par divers auteurs qui se sont penchés sur cette période. Même si des ligues ou associations wallonnes naissent également en Wallonie à la veille des années 1890, c'est à Bruxelles qu'elles sont les plus nombreuses et les plus structurées. Participent ainsi au Congrès wallon de 1890 quatre groupements de Wallonie, dix groupements wallons de Bruxelles et cinq groupements wallons de Flandre. *L'Encyclopédie* se montre attentive à cette question des origines, mais elle insiste surtout sur l'ancrage wallon et sur l'importance des grèves de 1886 dans le "développement d'un mouvement d'affirmation politique de la Wallonie". Pourtant aucune notice n'est consacrée à ces fameuses grèves.

L'évolution chronologique jusqu'à la Première Guerre mondiale mène à la confrontation avec d'autres moments clés de l'histoire du Mouvement wallon : 1905, avec la tenue d'un grand Congrès wallon et, surtout 1912, avec *La Lettre au Roi* et la création de l'Assemblée wallonne. Si l'histoire de l'Assemblée peut se faire à partir de sa revue, *La Défense wallonne*, force est de constater qu'on la connaît mal de l'intérieur. L'existence d'archives de Joseph-Maurice Remouchamps, qui en devient le secrétaire général en 1919, est depuis toujours évoquée mais personne n'a jamais pu en consulter le moindre feuillet. Ce fonds, conservé en principe au Musée de la Vie wallonne, permettrait-il d'en savoir plus sur les rapports de force entre les différents courants, sur le mode de recrutement des délégués, sur leur participation effective aux travaux de l'Assemblée ? Nous l'ignorons. Nous ne savons toujours pas grand-chose non plus sur les rapports entre l'Assemblée et les partis politiques. Les parlementaires qui en étaient membres rendaient-ils des comptes à leur parti respectif ou agissaient-ils en électrons libres ? Lors de la lutte contre le projet de loi sur l'emploi des langues en matière administrative de 1921, l'Assemblée agit manifestement comme un groupe de pression, mobilisant les parlementaires mais aussi les autorités communales. Mais qu'en est-il à propos d'autres projets contestés par le Mouvement wallon ?

Il est clair aujourd'hui que le silence prudent de la Première Guerre mondiale n'est nullement synonyme d'inactivité. On savait déjà, grâce aux travaux de Jean-Pierre Delhaye²⁸, que certains militants s'étaient fourvoyés dans l'activisme et qu'ils avaient subi les conséquences de cet acte au lendemain du conflit, non seulement sur le plan

27 *Compte rendu du Congrès wallon de Mons*, 1.11.1893, p. 56-57.



- Le Monument au Coq de Jemappes rappelle la victoire française de 1792 et le lien de la Wallonie à la France. Après avoir été retiré de sa colonne en août 1914, le fier coq gaulois y est rapidement rétabli après la guerre. Cette affiche annonce la manifestation.
(Lithographie de Anto Carte publiée dans *La Marseillaise*, 6.1922)

judiciaire mais également sous forme d'exclusion temporaire ou définitive des instances du Mouvement wallon²⁹. Mais cette histoire se doit d'être envisagée non pas isolément mais bien dans une perspective globale. On sait que des réunions plus ou moins clandestines ont eu lieu, que des projets ont circulé, que des hommes se sont mobilisés³⁰. Or, ces actions doivent se comprendre à la lumière de la situation générale de la Belgique en guerre, de la crainte vis-à-vis d'un Mouvement flamand qui, d'une part, bénéficie de la mansuétude des Allemands via son aile activiste et, d'autre part, possède des relais puissants dans son exil aux Pays-Bas ou au sein du gouvernement du Havre. En effet, du côté flamand aussi, circulent des projets de réforme des structures de l'État. N'y a-t-il pas de parallèles à faire entre les prises de position de militants flamands réfugiés aux Pays-Bas et certains des projets qui ont circulé côté wallon ? Ce qui est intéressant aussi, c'est de constater que ce Mouvement flamand fait peur aux autorités belges, en ce compris le Roi, mais que l'on craint aussi de voir un Mouvement wallon formuler à son tour des griefs s'il venait à considérer que des concessions sont faites au Mouvement flamand. Il y a là une véritable stratégie d'information auprès de ministres ou de l'entourage royal, et ce notamment de la part de certains militants wallons. Cette stratégie n'est cependant pas à sens unique puisque les autorités s'intéressent elles aussi à ce qui se pense et surtout à ce qui pourrait mettre en péril la sacro-sainte unité belge. Cette perspective permet aussi de mieux comprendre l'attitude du Mouvement wallon au sortir de la Grande Guerre, le vent de radicalisme qui souffle en 1919 et la multitude de projets de réforme de l'État qui vont être débattus au sein de l'Assemblée wallonne³¹. De ces débats et de cette action discrète durant la Première Guerre, il n'est guère question dans l'*Encyclopédie*.

De l'Entre-deux-guerres à nos jours

À partir de l'Entre-deux-guerres, l'histoire du Mouvement wallon est mieux connue. Les fonds d'archives sont plus abondants et les travaux plus fournis. En 1980, Alain Clara menait à terme un excellent mémoire sur *La presse d'action wallonne*. Ses recherches complétées par celles d'Arnaud Pirotte trouvent largement leur place dans l'*Encyclopédie*.

28 Voir JEAN-PIERRE DELHAYE, "Activisme", in *EMW*, t. 1, p. 22-26 et ANNE-FRANCE DEGEYE, *Répression des collaborateurs et "activisme wallon" : conséquences de la Première Guerre mondiale dans la Province de Namur*, Louvain-la-Neuve, mém. lic. en histoire, UCL, 1998.

29 Voir CORINNE GODEFROID, "Frères d'armes en cette courte campagne. La correspondance échangée par Oscar Colson et Arille Carlier entre 1919 et 1925", in *La Vie wallonne*, 1994 (68^e année), p. 5-200.

30 Voir CHANTAL KESTELOOT, "Séparation administrative et Première Guerre mondiale : le patriotisme des militants wallons", in SERGE JAUMAIN & MICHAEL AMARA (dir.), *14-18. Une Guerre totale*, Bruxelles, Musée de l'Armée (à paraître).

31 Au total, ce seront huit projets qui seront débattus à l'Assemblée. L'un d'eux, celui d'ALBERT MOCKEL, "Esquisse d'une organisation fédéraliste de la Belgique. Essai de solution à la question wallonne", est repris dans l'ouvrage de PATRICK DUPUIS & JEAN-E. HUMBLET, *Un siècle de mouvement wallon 1890-1997*, Gerpennes, Éditions Quorum, 1998, p. 61-75. Les textes de quatre projets figuraient déjà dans W. HOUTMAN, *Vlaamse & Waalse documenten over federalisme*, Schepdaal, 1963.

L'Entre-deux-guerres est une période particulièrement intéressante car c'est alors que s'opère clairement le ralliement du Mouvement au fédéralisme, même si se maintient en parallèle un courant unioniste qui reste très développé parmi les militants de Bruxelles. Les années trente se caractérisent aussi par des combats dont le Mouvement pourra ultérieurement s'enorgueillir : dénonciation de la politique d'indépendance, lutte contre la neutralité, credo antifasciste même si, évidemment, la réalité est sans doute plus nuancée. Ainsi l'Assemblée wallonne accueille en son sein des rexistes et certaines associations wallonnes de Bruxelles virent même en Rex l'espoir d'une planche de salut. Mais, visiblement, ce n'est pas ce courant-là qui est privilégié.

La période de la Seconde Guerre mondiale a été étudiée dans le mémoire de licence de Marie-Françoise Gihousse. Avant cela, plusieurs historiques des divers groupements actifs dans la clandestinité avaient déjà été publiés dans la *Nouvelle Revue wallonne*. C'est une histoire complexe comme toutes les histoires de la clandestinité et ce à plusieurs titres. Comme pour beaucoup d'autres mouvements, nombre de témoins sont décédés avant d'avoir pu être interviewés. Si ce constat vaut de manière générale, il est encore plus vrai pour l'histoire d'un mouvement qui a été relativement ignoré. L'histoire du Mouvement wallon clandestin ne s'est pas faite avant les années 1980, si l'on excepte les quelques pages pionnières que lui consacraient José Gotovitch et Jules Gérard-Libois dans *L'An 40*. Histoire complexe aussi parce le Mouvement wallon a été tenu en suspicion par d'autres mouvements de résistance et par les instances belges de Londres, certains allant jusqu'à s'interroger sur le caractère résistant de cet engagement. Une œuvre touchant aux valeurs sacrées de la patrie ne pouvait, aux yeux de certains résistants, qu'être anti-patriotique et donc nécessairement téléguidée par l'occupant. Histoire complexe toujours parce qu'aujourd'hui certains intègrent volontiers toutes les formes de résistance qui se sont déployées en Wallonie, du patriotisme belge à l'antifascisme de gauche en passant par le combat des militants wallons. On a parfois assisté à de subtiles confusions entre des résistants wallons et des résistants actifs en Wallonie. Histoire complexe enfin parce que certains aspects ont longtemps relevé du secret et mènent dès lors aujourd'hui à la polémique comme en témoigne l'ouvrage d'Hervé Hasquin sur l'engagement vichyste de Georges Thone.

La parution de l'ouvrage *Les séparatistes wallons et le gouvernement de Vichy (1940-1943)* mérite que l'on s'y arrête du fait de son contenu mais aussi de la campagne de presse qui l'a accompagné. Jamais un livre consacré à l'histoire du Mouvement wallon n'a bénéficié d'une telle couverture médiatique, allant jusqu'à faire la une du quotidien bruxellois *Le Soir*. Il est d'ailleurs rare qu'un livre d'histoire, quel qu'il soit, ait à ce point les honneurs des quotidiens et hebdomadaires voire des médias audio-visuels. Cette couverture est évidemment liée à la personnalité de l'auteur : historien spécialiste de l'histoire de la Wallonie et du Mouvement wallon certes mais surtout, au moment de la publication, Ministre-Président en exercice de la Communauté française. Jamais sans doute une publication de l'Académie royale de Belgique n'a connu un tel écho ni

un tel tirage. Les titres de la presse ont sans conteste dû capter l'attention des lecteurs : "Séparatistes jusqu'à l'extrême"³², "Maréchal, voilà les Wallons"³³, "Les 'collabos' wallons"³⁴. Mais ce parfum de scandale n'a-t-il pas initialement été alimenté par l'auteur lui-même qui n'a pas craint de sous-titrer son ouvrage *Une histoire d'Omerta*, utilisant ainsi une terminologie d'essence mafieuse pour évoquer ce qui, à ses yeux, n'est autre qu'une loi du silence ayant permis d'occulter pendant plus d'un demi-siècle "un épisode peu glorieux du Mouvement wallon pendant la Seconde Guerre mondiale".

Brièvement, de quoi s'agit-il ? Hervé Hasquin relate les prises de position et les pratiques politiques de Georges Thone et quelques autres sous l'Occupation, attitudes liées aux relations entretenues par eux avec des responsables de Vichy et aux aides reçues de ces derniers, questions elles aussi évoquées. Les contacts de Thone sont Fernand Sarrien, consul général de France à Liège de 1929 à 1939 et qui, sous le régime de Vichy, est chargé des questions belge et luxembourgeoise au sein de la direction des "Affaires politiques Europe" du Ministère des Affaires étrangères; Gustave Pilon, avant-guerre contrôleur de l'armée au secrétariat général du Ministère de l'Armement et qui, sous Vichy, occupe le poste clé de secrétaire général au Secours national; et, dans une moindre mesure, Albert Rivaud, ministre de l'Éducation nationale sous Vichy. Ces faits sont importants et attestent à tout le moins d'une orientation pro-française jusqu'au-boutiste de Thone. La chose était déjà partiellement connue. Ce que révèle Hervé Hasquin, c'est l'importance et la durée des contacts ainsi que l'existence d'un réseau d'obligés qui, recevant des aides financières durant leur séjour en France grâce à l'influence de Thone, n'ont forcément guère eu envie après la guerre ni de dévoiler leur propre comportement, ni de dénoncer le rôle de Thone. L'ouvrage montre aussi que Thone est allé jusqu'à faire une déclaration d'"aryenneté" en avril 1943, à dénoncer les "attentats" de la résistance et à clamer son attachement au Maréchal. Deux questions accompagnent la démonstration : quelle était la nature des contacts de Thone avec les militants wallons demeurés en Belgique et pourquoi y a-t-il eu silence sur le comportement de Thone après la guerre ? En filigrane, cette attitude peu recommandable jetterait-elle le discrédit sur le Mouvement wallon dans son ensemble ? Au bout du compte, Mouvement wallon et Mouvement flamand se seraient-ils discrédités de manière égale durant l'Occupation ? Si Hervé Hasquin ne procède pas à l'amalgame, il souligne néanmoins la vulnérabilité du Mouvement wallon et brandit le qualificatif d'incivisme qui aurait très probablement été utilisé si les faits incriminés – le jusqu'au-boutisme dans la revendication du rattachement à la France – avaient été dénoncés à la Libération. Or ce terme d'incivisme a bel et bien été utilisé à la tribune de la Chambre au lendemain du Congrès national wallon de 1945 dont les congressistes s'étaient prononcés en premier ressort pour le rattachement à la

32 CHRISTIAN LAPORTE, in *Le Soir*, 23.1.2004.

33 PAUL VAUTE, in *La Libre Belgique*, 27.1.2004.

34 Interview d'Hervé Hasquin par Isabelle Philippon (*Le Vif/L'Express*, 23.1.2004).

France³⁵. Qui plus est, comme le révèle Catherine Lanneau³⁶, le cas Thone est bel et bien évoqué à la tribune de la Chambre dès le 25 juillet 1945 à l’occasion d’un débat sur l’attitude du Roi. Le qualificatif utilisé n’est pas celui “d’incivique” mais celui tout aussi peu glorieux de “traître”.

À la parution de l’ouvrage, la presse, elle, jette le discrédit sur l’ensemble du Mouvement wallon. On peut lire sous la plume de Paul Vaute : “Si la dérive des extrémistes flamingants sous l’occupation allemande est connue comme Barabas à la Passion, il serait difficile d’en dire autant des tentatives symétriques initiées au sud de la frontière linguistique pour tirer aussi profit de la nouvelle donne”. Quant à Lode Wils, la lecture de l’ouvrage d’Hasquin l’amène à conclure que La Wallonie libre n’a pas appuyé de Gaulle “*zoals in de mythe verhaald wordt maar achter ‘het eeuwige Frankrijk’ waar zowel Pétain als De Gaulle toebehoorden*”³⁷. Cette assertion nous semble pour le moins sujette à caution et ne vaut certainement pas pour l’ensemble de la guerre : au-delà du printemps 1942, on ne trouve plus la moindre complaisance à l’égard de Vichy !³⁸ Pourtant le doute est semé et Lode Wils n’hésite pas à franchir un pas supplémentaire en supposant que la démarche de La Wallonie libre devait être du goût de l’occupant puisque de nature à susciter la division de la Belgique, laissant entendre que militants wallons et communistes auraient bénéficié de ce fait d’une certaine mansuétude³⁹. Au-delà de la période de guerre, y a-t-il eu Omerta ? Durant la guerre déjà, les démarches de Thone ont été dénoncées... dans la presse collaborationniste, avant d’être ensuite épinglées par le publiciste Jo Gérard, par *La Gazette de Liège* durant l’été 1945, par des parlementaires catholiques et divers hommes politiques du nord du pays. Pour les parlementaires catholiques, il s’agit de se servir de Thone pour jeter le discrédit sur le Mouvement wallon d’après-guerre et donc

35 Le 7 novembre 1945, les députés catholiques Charles d’Aspremont-Lynden et Jean Duvieusart interpellent le gouvernement “sur les mesures qu’il compte prendre pour protéger l’unité de la patrie contre l’incivisme de quelques séparatistes sans mandat qui préconisent l’annexion de la Wallonie à un pays étranger” (*Ann. Parl. Chambre*, 7.11.1945, p. 1.220-1.231).

36 CATHERINE LANNEAU, “L’affaire Thone : une ‘Omerta’ bien bavarde”, in *Le Vieux Liège* (à paraître). Je remercie Catherine Lanneau de m’avoir communiqué la teneur de son article. Mes remerciements vont également à Alain Colignon qui m’a lui aussi transmis le texte de la recension de l’ouvrage qu’il va publier dans la *Revue belge de Philologie et d’Histoire*.

37 LODE WILS, “Wanneer, en in hoever, is de Waalse beweging Waals geworden?”, in *Wetenschappelijke Tijdingen*, 9.2004 (63e année) n° 3, p. 166-179 (citation p. 176).

38 Après avoir une première fois condamné Vichy en septembre 1941, *Sambre et Meuse*, l’organe liégeois de la Wallonie libre, se montre moins catégorique en février 1942, estimant prématuré “de cataloguer en bloc le gouvernement de Vichy parmi les collaborateurs ou les gaullistes” avant de condamner sans réserve deux mois plus tard le gouvernement de Pétain. Voir CHANTAL KESTELOOT, “Présence et absence : De Gaulle et la résistance en Belgique francophone (1940-1944)”, in *de Gaulle, la Belgique et la France libre*. Journée d’étude organisée le 20 juin 1990, Bruxelles, Centre de Recherches et d’Études historiques de la Seconde Guerre mondiale, Bruxelles, 1991, p. 9-20.

39 “Die (de bezetter) zag vermoedelijk met genoegen dat ze [La Wallonie libre] de Belgen verdeelden, en liet ze heel de oorlog door begaan, zoals hij aanvankelijk ook de communisten liet begaan” (LODE WILS, “Wanneer...”, p. 174).

aussi sur ses relais politiques. Dans le nord du pays, la dénonciation des agissements de Thone s’inscrit dans un autre contexte : il s’agit de prouver que les “traîtres” wallons ont été épargnés alors que la répression s’est acharnée contre les Flamands. Le cas Thone ne pouvait donc être ignoré même si la durée de ses rapports avec Vichy était, elle, inconnue. La justice belge s’est d’ailleurs elle aussi intéressée à l’imprimeur liégeois avant de classer le dossier sans suite. Les militants wallons n’ont d’ailleurs pas été les seuls à continuer à trouver Thone fréquentable. N’est-ce pas lui également qui, en tant qu’imprimeur aux talents professionnels reconnus de tous, a sorti de ses presses, après la guerre, les brochures de la Commission des Crimes de Guerre créée sous l’égide du Ministère de la Justice ! Vingt-cinq ans plus tard, c’est encore lui qui a imprimé *L’An 40. La Belgique occupée* de José Gotovitch et de Jules-Gérard Libois. Il est vrai aussi que la manière dont le régime de Vichy était alors analysé, divergeait fondamentalement des études menées dans le sillage de Robert Paxton et de son livre *La France de Vichy* paru en 1973. Du côté des historiens belges, Marie-Françoise Gihousse, Jacques Willequet,



- Georges Thone, figure de proue de l’aile séparatiste du Mouvement wallon, fit des avances au régime de Vichy. Une monographie récente d’Hervé Hasquin a mis en lumière ce côté sombre du Mouvement wallon et fait les choux gras de la presse francophone.
(Photo CEGES)

Francis Balace et Alain Colignon, Jan Velaers et Herman Van Goethem ainsi, enfin, que Catherine Lanneau s'étaient déjà largement penchés sur le cas de Thone et avaient montré toute l'ambiguïté de son attitude. Mais, est-il besoin de le souligner, leurs travaux n'avaient pas eu les mêmes échos médiatiques...

Mais revenons-en à l'étude générale du Mouvement wallon durant la guerre. Les grandes lignes sont désormais connues même si, nous l'avons souligné, certains groupements n'ont pas encore été étudiés de manière approfondie. C'est sans doute le militant de base qui demeure le moins connu. Ainsi, par rapport aux membres de la Wallonie libre clandestine à Bruxelles, moins d'un quart font l'objet d'une notice dans l'*Encyclopédie*⁴⁰. Militants de l'ombre, militants de l'oubli ? Ils sont incontestablement les plus difficiles à cerner et ce constat vaut sans doute pour l'ensemble de la Wallonie. L'historien sait qu'il ne pourra jamais tout appréhender, tout retrouver.

Plus on s'inscrit dans le contemporain, plus les sources abondent. Mais l'abondance ne facilite pas toujours la tâche car, avec elle, vient l'heure des choix et des renoncements. L'histoire du Mouvement wallon d'après-guerre nous est connue dans ses facettes les plus classiques : Congrès national wallon, participation du Mouvement wallon à la lutte contre Léopold III, mobilisation wallonne à travers le Mouvement populaire wallon et formation des partis wallons. Toutes ces questions avaient déjà fait l'objet de travaux et se retrouvent en bonne place dans l'*Encyclopédie*.

V. Le rôle des autorités régionales

On ne peut évoquer la relative multiplication des publications ayant trait à l'histoire du Mouvement wallon ces quinze dernières années sans relever le rôle important joué en la matière par les autorités régionales. La question est d'importance. En effet, compte tenu de la structuration du fédéralisme belge, les compétences culturelles et l'enseignement sont, en principe, du ressort des communautés. Depuis longtemps, certains dénoncent cette situation en Wallonie estimant qu'une région privée des compétences culturelles et de l'enseignement manque de relais essentiels en termes d'identité mais aussi d'investissements axés sur l'avenir de sa société. On constate que malgré ce découpage institutionnel, les autorités régionales ont été un support actif à la promotion de l'identité wallonne. Une cellule a d'ailleurs été créée dans ce but par le Ministre-Président Robert Collignon en 1994. Depuis, toute une série d'initiatives se sont inscrites dans cette perspective. Elles portent d'une part sur l'histoire de la Wallonie ou de faits qui se sont passés en Wallonie, d'autre part sur l'histoire du Mouvement wallon. Parmi les opérations "destinées à renforcer la prise de conscience identitaire",

⁴⁰ Ce constat est établi sur base des membres de l'asbl La Wallonie clandestine créée en 1949. Pour en devenir membre, il fallait attester d'une activité clandestine antérieure à juin 1944.

épinglons la célébration du 50^e anniversaire de la bataille des Ardennes, l'hommage rendu aux prisonniers de guerre wallons, le 50^e anniversaire du Congrès national wallon, le 30^e anniversaire de la grève des femmes de la FN à Herstal, le 50^e anniversaire des accords italo-belges de 1946⁴¹. Au-delà des anniversaires, cette politique s'est également traduite par diverses publications, certaines accompagnant d'ailleurs les événements précités. Dans le même temps, une valise pédagogique destinée aux enseignants était réalisée et mise gratuitement à la disposition des intéressés. De même, la parution de l'*Encyclopédie du Mouvement wallon* doit-elle aussi beaucoup aux efforts des ministres-présidents wallons successifs. L'investissement est donc significatif, continu et visible. Lorsque le politique s'intéresse à l'histoire, il le fait généralement dans une perspective de valorisation. Le Mouvement wallon n'échappe pas à la tendance : l'identité wallonne qui, selon Robert Collignon, se doit d'être privilégiée, n'est ni nationaliste, ni chauvine, ni sectaire. Mais il faut néanmoins "mettre la Wallonie dans la tête des Wallons"⁴². L'histoire du Mouvement wallon qu'il évoque, privilégie dès lors des faits jugés positifs, des luttes sociales, en passant par la Résistance, l'anti-léopoldisme et la marche vers le fédéralisme. Une histoire qui n'est sans doute pas celle dans laquelle s'inscrivent tous les Wallons, mais les plus réticents ne sont-ils pas des francophones nostalgiques de la Belgique unitaire ?

Pourtant subsiste l'idée d'une histoire négligée et niée dans sa légitimité⁴³. Impossible de trancher cette question car les programmes d'histoire actuels laissent aux enseignants une grande liberté pédagogique et leur permettent donc d'envisager cette histoire de la Wallonie. Mais liberté pédagogique ne rime pas avec impératif identitaire !

Ces initiatives volontaristes sous-tendent évidemment la question de l'indépendance de la recherche. L'Institut Jules-Destrée constitue le partenaire privilégié du gouvernement wallon. C'est lui qui a été la cheville ouvrière de la plupart des initiatives citées. On peut s'interroger : pourquoi le gouvernement wallon ne s'adresse-t-il pas aussi à d'autres historiens ? Pourquoi n'y a-t-il pas de partenariat avec les universités ou d'autres institutions de recherche ?

VI. La place de l'Encyclopédie du Mouvement wallon

La parution de l'*Encyclopédie* constitue, à n'en pas douter, un tournant essentiel. Elle représente un instrument de travail indispensable, fruit de longues années de recherches

41 Voir la préface de Robert Collignon à l'ouvrage de PATRICK DUPUIS & JEAN-E. HUMBLET, *Un siècle...*

42 ROBERT COLLIGNON, "La Wallonie, une Région et des Hommes", préface de l'ouvrage *Atouts et références...*

43 Voir, par exemple, PHILIPPE DESTATTE, "La Wallonie dans l'enseignement de l'Histoire", in *Oser être Wallon ! Ouvrage collectif sur l'identité wallonne* à l'initiative de J.-Cl. Van Cauwenberghe, Gerpinnes, 1998, p. 45-53. On retrouve cette même affirmation dans le récent "Manifeste pour une Wallonie maîtresse de sa culture, de son éducation et de sa recherche" (2003), voir <http://wallonie.apinc.org>.

et aboutissement d'efforts budgétaires importants. Elle se veut, nous l'avons souligné en introduction, à la fois "démarche historique et citoyenne". Notre propos n'est pas ici de procéder à une analyse systématique de l'*Encyclopédie*, œuvre à laquelle nous avons nous-même participé. Ses auteurs sont principalement des historiens mais y figurent également des journalistes et des militants. Soulignons cependant qu'au-delà de son caractère indispensable, elle laisse aussi des questions essentielles en suspens. Son approche est surtout interne. Or, aucun acteur, aucun mouvement n'évolue en vase clos. Aucune notice n'est consacrée aux rapports entretenus par le Mouvement wallon avec l'État Belgique. Or ces rapports sont fondamentaux pour comprendre comment on est passé d'un mouvement attaché à la Belgique francophone – représenté à travers l'idéal-type de 1830 – à un mouvement aux multiples visages : régionaliste, fédéraliste, indépendantiste et rattachiste. De même, la question des rapports entre Mouvement wallon et Mouvement flamand y est totalement absente. On sait pourtant combien les identités se construisent à travers des jeux de miroirs où le regard et la perception de l'autre sont essentiels pour construire sa propre identité. S'il n'y a pas de notice consacrée spécifiquement au Mouvement flamand ou aux rapports entre mouvements flamand et wallon, il y a pourtant une vision implicite qui traverse l'*Encyclopédie*, celle d'un Mouvement flamand étouffoir des aspirations wallonnes, conservateur, nationaliste avec toute la connotation négative que ce terme charrie dans l'esprit des concepteurs de l'entreprise. Cette approche mériterait à tout le moins d'être analysée pour l'ensemble des périodes étudiées. Le Mouvement flamand de la fin du XIX^e siècle n'a pas le même profil qu'en 1940 ou en 1960, par exemple. Un autre groupe largement absent et qui a pourtant pesé dans la formulation d'un discours wallon est celui des francophones de Flandre. Lorsque Destrée quitte l'Assemblée wallonne, il le fait alors que cette instance continue "de défendre avec la plus extrême énergie la culture française en Flandre"⁴⁴. Or, tous les membres de l'Assemblée wallonne figurent bel et bien dans l'*Encyclopédie*, y compris, par exemple, François Olyff, prototype du libéral francophone et dont Paul Delforge souligne d'ailleurs à juste titre qu'il est un "défenseur de la langue française et partisan de l'unité belge", croyant "en la bonne volonté naturelle de tous les Belges"⁴⁵. Son engagement 'wallon' l'a conduit à l'Assemblée wallonne à laquelle il reste fidèle jusqu'en 1940, c'est-à-dire en un temps où elle a fait sienne la doctrine unioniste, et aux Amitiés françaises dont il a fondé une section dans sa région. Cette dimension apparaît donc bien comme essentielle et elle a nourri bien des engagements jusqu'au-delà des années 1920. De même, comme le souligne par ailleurs dans ce numéro Maarten Van Ginderachter, les auteurs et coordinateurs de l'*Encyclopédie* se montrent peu attentifs à la littérature internationale sur la question des identités et la nature des mouvements, qu'ils soient régionalistes ou nationalistes.

44 PHILIPPE DESTATTE, "Jules Destrée", in *EMW*, t. 1, p. 483-490 (citation p. 488).

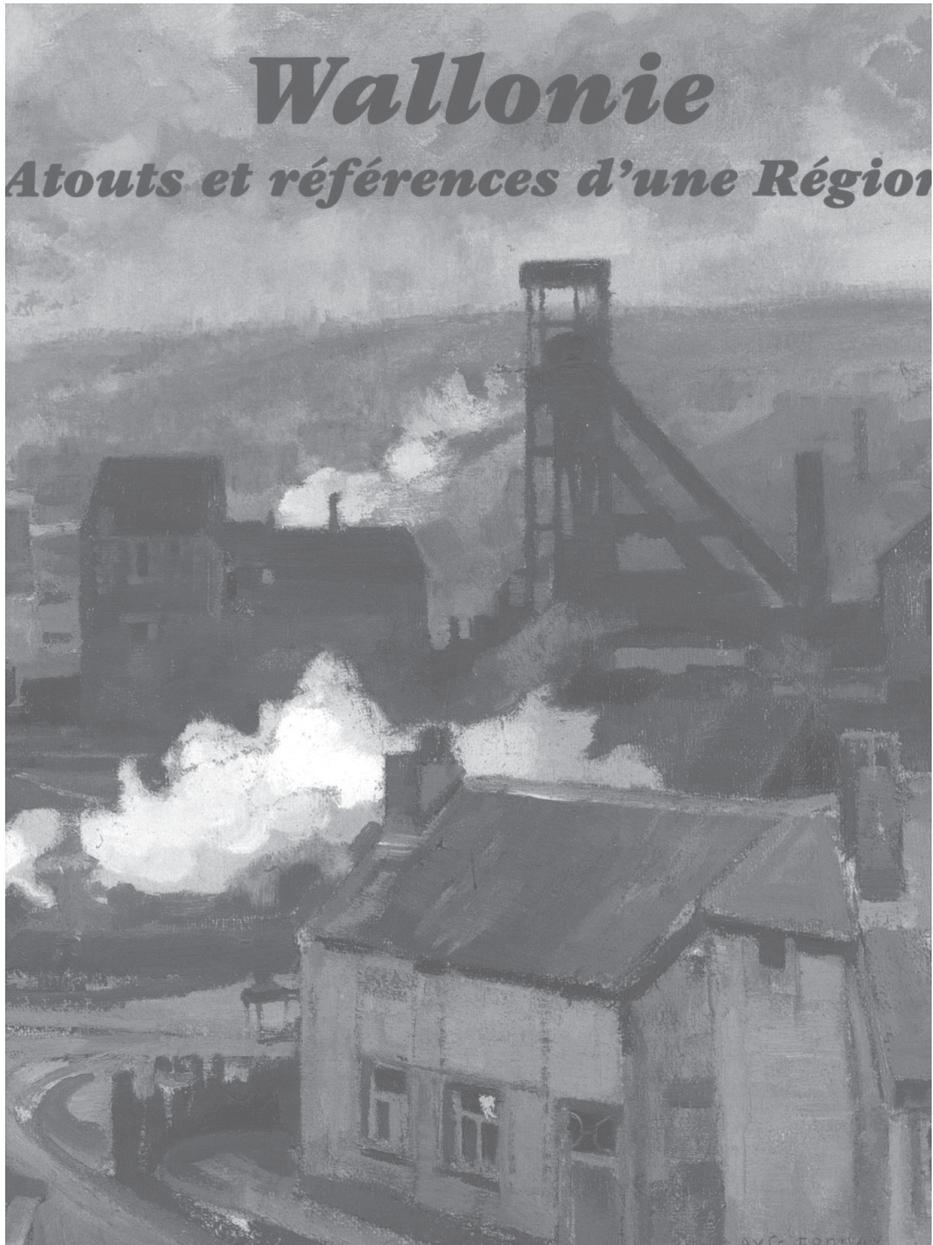
45 PAUL DELFORGE, "Olyff François", in *EMW*, t. 3 : O-Z, Charleroi, 2001, p. 1.204.

L'*Encyclopédie* se définit donc à la fois comme historique et citoyenne, démarche qui s'inscrit dans le droit fil d'une histoire qui porte en elle une démarche militante. Certaines dimensions du passé du Mouvement wallon y sont reconsidérées à travers une terminologie et un mode d'action contemporains. Ainsi en est-il de la dimension linguistique. Dans sa définition du Mouvement wallon, Paul Delforge insiste "sur l'affirmation politique de la Wallonie" ajoutant plus loin "les défenseurs de la langue et de la civilisation françaises se confondent avec les défenseurs d'une Wallonie considérée comme seule capable de redresser son économie et de préserver ses libertés". Sur la base de cette définition, on peut s'interroger sur les débuts du mouvement et sur la place d'un combat qui s'est longtemps confondu – pas de manière exclusive mais malgré tout de façon dominante – avec la défense de la langue française. D'autres acteurs politiques demeurent largement absents de *L'Encyclopédie*. Si les partis wallons y figurent en bonne place, le rôle des partis traditionnels y est peu développé. Or, c'est pourtant à travers leur engagement que peut se comprendre la difficulté de relayer les revendications du mouvement. Il aurait été particulièrement intéressant d'aborder l'attitude des partis libéral et socialiste, les plus proches dans la durée du Mouvement wallon. Il va sans dire que la question de la scission de l'ensemble des partis traditionnels est également une question qui aurait mérité de longs développements. Force est de constater les lacunes en ce domaine. La place de la question nationale au sens large dans les formations politiques est certainement une de celles qui devrait être traitée prioritairement si l'on veut mieux comprendre le rôle politique du Mouvement wallon. Or, c'est précisément cette affirmation politique qui est au cœur de la démarche des initiateurs de *L'Encyclopédie*.

VII. Quels défis pour demain ?

Le vent d'optimisme qui a accompagné certaines analyses de l'évolution de l'historiographie du Mouvement flamand semble devoir être quelque peu relativisé. Bruno De Wever constate qu'après l'explosion qui a embrasé la recherche en ce domaine à partir des années 1970, l'évolution serait plus contrastée aujourd'hui, un mouvement qu'il met en parallèle avec le déclin de l'histoire politique, l'institutionnalisation de la fracture communautaire et l'admission à l'éméritat de quelques professeurs particulièrement actifs en matière d'histoire du Mouvement flamand⁴⁶. Du côté wallon, le mouvement des recherches – déjà moindre – s'est lui aussi plutôt ralenti. Le gros des mémoires touchant à l'histoire du Mouvement wallon date des années 1980 et 1990. Certes, on peut y voir un effet secondaire de l'annonce puis de la parution de *L'Encyclopédie*. Difficile d'entamer des recherches dès lors que l'on sait qu'une synthèse essentielle est en préparation et qu'elle va bouleverser les connaissances jusqu'alors acquises. Du côté flamand, on peut sans doute aussi formuler ce constat. La somme que constitue la nouvelle édition de la

46 Voir BRUNO DE WEVER, "De geschiedschrijving...", p. 130.



- À l'occasion de ses quinze années d'existence, l'auto-célébration de la Région wallonne.
(Couverture de *Wallonie. Atouts et références d'une Région*, Namur, 1995)

Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging peut aussi apparaître comme un frein à la recherche. Car il faut en effet du temps pour digérer les nouvelles connaissances qu'apportent ces deux encyclopédies, du temps aussi pour lire de manière critique leur contenu. Mais le phénomène est sans doute plus profond. D'abord parce que la nouvelle génération de chercheurs et d'enseignants dans les universités paraît, à première vue, moins intéressée par l'histoire politique en général et par l'histoire du Mouvement wallon en particulier. Un rapide tour d'horizon, à la veille des grands changements qui interviendront dans les formations universitaires dans la foulée des accords de Bologne, nous permet de constater que les cours consacrés de manière spécifique à l'histoire de la Wallonie restent rares. L'UCL dispense un cours bisannuel portant sur "l'histoire de la Wallonie, spécialement de la Wallonie moderne et contemporaine"; l'Université de Liège propose différents cours sur l'histoire culturelle et littéraire de la Wallonie; enfin, l'ensemble des universités francophones ont uni leurs efforts pour organiser à Namur un "diplôme d'études complémentaires en culture et civilisation de la Belgique francophone", où l'histoire de la Wallonie est envisagée. L'histoire de Belgique fait, quant à elle, l'objet d'un cours spécifique à l'ULB et à l'Université de Liège, mais pas à l'UCL. Ici encore, les intitulés de cours ne disent pas tout mais ils constituent un indicateur significatif. L'intérêt plus marqué que semble consacrer l'UCL à l'histoire de la Wallonie, comparé aux autres universités, est peut-être lié aux circonstances mêmes de la création de cette université et à l'impact que cet événement a pu avoir sur ceux qui y étaient alors étudiant(e)s.

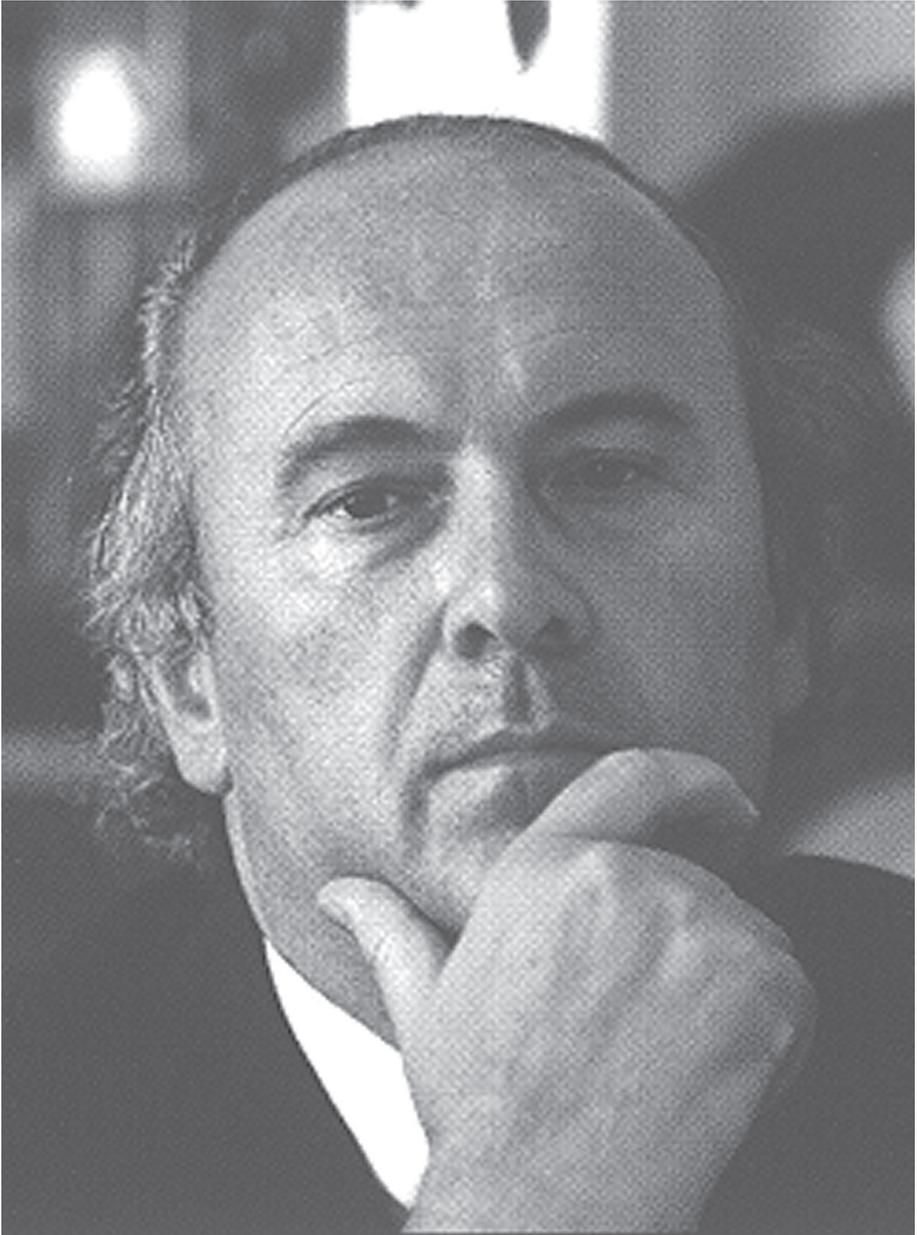
Sur un plan plus pratique, les recherches ont été rendues extrêmement difficiles par la situation chaotique du Fonds d'Histoire du Mouvement wallon. Mais au-delà de ces difficultés, il faut sans doute creuser plus encore pour essayer de comprendre ce qui peut passer pour un certain déclin d'intérêt. De toute évidence, après avoir connu un regain durant la décennie 1990, l'histoire des identités nationales connaît un certain repli. La masse des ouvrages théoriques et les nombreux débats qu'ils suscitent ne sont pas toujours de nature à encourager les recherches de terrain. Travailler sur certains sujets demeure peu encouragé. L'espace wallon apparaît certes comme une évidence dès lors qu'il s'agit de définir un terrain de recherches, mais on le dissimule trop souvent sous l'expression de "Belgique francophone", une appellation qui, en soi, en dit déjà beaucoup sur la difficulté de définir l'espace wallon et de le considérer comme légitime. Les liens étroits entre historiographie et militantisme wallons servent sans doute de repoussoir à certains qui craignent les sirènes d'un nouveau déterminisme. Le climat polémique qui accompagne certaines publications n'incline sans doute pas non plus à persévérer dans cette voie. Cette question de la légitimité d'un Mouvement wallon se doit d'être posée. Aujourd'hui, il n'est plus que l'ombre de ce qu'il a été mais, dans le même temps, la Région wallonne et les compétences qui sont les siennes se doivent d'être analysées au regard du combat mené par les militants wallons. Ce combat ne suscite guère d'intérêt et pourtant il appelle des questions essentielles sur les facteurs et acteurs de changements dans un régime démocratique, sur les modalités d'un fédéralisme et sa difficulté de fonctionner.

Ce déclin de l'histoire des mouvements peut sembler paradoxal à l'heure où, sur le plan international, se sont multipliées les revues portant spécifiquement sur des questions d'identité et d'ethnicité. La place du Mouvement wallon y est, de manière générale, très faible. Peu de recherches sont portées sur le plan international. Sans doute la question pourrait-elle être élargie à la place qu'occupent – ou n'occupent pas – les historiens francophones dans un environnement international dominé par l'anglais. Des efforts ont pourtant été faits pour accroître la visibilité internationale de l'histoire du Mouvement wallon. Dans la synthèse éditée par Kas Deprez et Louis Vos⁴⁷, plusieurs contributions portent explicitement sur le Mouvement wallon. De même, et sans doute dans la même perspective de visibilité, certaines des contributions publiées dans le volume *L'idée fédéraliste dans les États-Nations. Regards croisés entre la Wallonie et le monde* sont rédigées en anglais⁴⁸. Mais l'effort demeure clairement insuffisant. Il nous semble significatif de constater, à l'instar de Maarten Van Ginderachter, combien l'histoire du Mouvement wallon demeure peu sensible au renouveau théorique qui a encadré les recherches sur le nationalisme et les identités nationales ces vingt dernières années. L'histoire du Mouvement wallon reste pour l'essentiel d'une facture assez classique, loin des changements qui ont touché certaines recherches. Les dimensions culturelles, par exemple, restent encore relativement peu développées ou alors le sont incidemment dans des travaux a priori moins ciblés sur la dimension wallonne.

Enfin, il faut peut-être revenir sur le rôle des intellectuels en Wallonie. Une partie d'entre eux – dont des historiens – figurent au nombre des signataires du "Manifeste pour une Wallonie maîtresse de sa culture, de son éducation et de sa recherche". D'autres intellectuels en sont absents et récusent la démarche. En 1992, *Les Cahiers marxistes* et la revue *Toudi* avaient d'ailleurs publié un numéro conjoint montrant combien la question était sensible et suscitait des prises de position à tout le moins passionnées. Pour certains, la Communauté française fait figure d'étouffoir, pour d'autres, elle est signe d'ouverture. Loin de nous l'idée de trancher ce débat essentiel. Mais il convient de souligner que son existence même est révélatrice d'un malaise profond pesant sur l'historiographie du Mouvement wallon. Parmi les historiens signataires du Manifeste figurent en effet des spécialistes incontournables de l'histoire du Mouvement wallon. Leur engagement se retrouve en partie dans leur définition d'un Mouvement wallon centré sur la Wallonie, héritier des traditions de lutte depuis l'antifascisme jusqu'à la résistance, en passant par la question royale et les grèves de l'hiver 1960-1961. Il est clair que c'est à travers ce fil rouge positif qu'ils entendent privilégier

47 KAS DEPREZ & LOUIS VOS, *Nationalism in Belgium. Shifting Identities, 1780-1995*, London/New York, 1998. Ce volume a également paru en néerlandais : KAS DEPREZ & LOUIS VOS (dir.), *Nationalisme in België. Identiteiten in beweging. Over Belgen, Vlamingen, Walen, Franstaligen, Brusselsaars, Duitstaligen, Fransen, Groot-Nederlanders en Nieuwe Belgen*, Antwerpen/Baarn, 1998.

48 PHILIPPE DESTATTE (dir.), *L'idée fédéraliste dans les États-nations. Regards croisés entre la Wallonie et le monde*, Bruxelles/Charleroi, Institut Jules-Destrée/Presses interuniversitaires européennes, 1999.



- Robert Collignon, l'un des responsables politiques wallons ayant le plus activement œuvré à la promotion de l'histoire du Mouvement wallon.
(Photo tirée de *Wallonie. Atouts et références d'une Région*, Namur, 1995, p. 11)

l'histoire du Mouvement wallon. Démarche historique et citoyenne... Elle laisse ouvertes bien des questions pour un débat qui se doit d'interpeller à la fois l'ensemble de la communauté scientifique et les citoyens wallons conscients de l'importance de leur histoire dans toutes ses facettes, du patriotisme belge à l'identité wallonne, de l'engagement partisan à l'éthique démocratique. Elle pose aussi inlassablement la question des rapports des sociétés avec les historien(ne)s qui en sont issus, avec les histoires et les analyses qu'ils et elles écrivent, histoires et analyses qui suscitent tour à tour l'engouement et l'enthousiasme, le mépris et l'opprobre... mais rarement l'indifférence !

* CHANTAL KESTELOOT (°1963), est chef de travaux au CEGES et collaboratrice scientifique à l'ULB. Docteure en histoire (ULB), elle a essentiellement publié sur l'histoire du Mouvement wallon, l'enjeu bruxellois, la question des identités et la mémoire de la guerre. Elle est notamment l'auteure de *Au nom de la Wallonie et de Bruxelles français. Les origines du FDF*, Bruxelles, Complexe, 2004.